

Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

Lutte
ouvrière
UNION COMMUNISTE (trotskyste)



Visitez notre
site internet :
www.lutte-ouvriere.org

Imp. sp. L.O, 7 février 2024

OUVRIERS ET PAYSANS : POUR QUE LA LUTTE NE SOIT PAS UN ÉTERNEL RECOMMENCEMENT

En multipliant les barrages et les actions chocs, les agriculteurs ont forcé le gouvernement à intervenir.

Il a fini par débloquer 400 millions en subventions et exonérations diverses et a promis de revenir sur certaines contraintes écologiques. Il menace de sanctions les industriels et la grande distribution qui abusent de leur position dominante et s'affiche opposé à la ratification du prochain traité de libre-échange négocié par l'Union européenne.

Ces promesses ont permis au syndicat majoritaire, la FNSEA d'appeler à la suspension du mouvement. Mais si les barrages ont été levés, l'ambiance n'est pas au triomphalisme, tant **les agriculteurs savent que, sur le fond, rien n'est réglé.**

Ils savent que ce n'est pas en s'accrochant aux pesticides qu'ils assureront l'avenir et feront face au changement climatique. Quant aux 400 millions d'euros, s'ils sont véritablement accordés, ils finiront, comme toujours, dans les caisses des plus gros agriculteurs. Et si les industriels de l'agroalimentaire et la grande distribution relâchent un peu leur pression, cela ne durera qu'un temps.

La domination des gros sur les petits est un des aspects les plus révoltants du capitalisme. Et ce n'est pas parce que le gouvernement parle de « souveraineté » ou « d'exception française » que l'agriculture déroge à cette règle.

Si nombre d'agriculteurs ont du mal à se verser un Smic, la filière est très lucrative pour les actionnaires de Lactalis et de Bigard. Elle rapporte gros aux semenciers et aux trusts de l'agrochimie, les Bayer et C^{ie}. Elle fait prospérer les actionnaires de Danone, d'Unilever, des fabricants

de matériel agricole, ainsi que les Leclerc, Carrefour et Auchan... sans oublier les banques qui profitent de l'endettement forcé des agriculteurs !

Les traités de libre échange sont largement dénoncés. Mais qui les organise et en profite, sinon les importateurs de l'agroalimentaire et de la distribution et les gros exportateurs français, céréaliers, betteraviers ou viticulteurs ? Et si le gouvernement se pose en arbitre, il tranche toujours en leur faveur.

Aucun problème de fond ne sera résolu pour les petits exploitants agricoles, tant que régneront les lois du marché qui sont dans la nature du capitalisme. Et pourtant, dans leur écrasante majorité, les agriculteurs sont attachés à l'ordre capitaliste.

Les plus gros y trouvent leur intérêt. Les capitalistes de l'agriculture sont à l'image du président de la FNSEA, Arnaud Rousseau, qui est aussi dirigeant d'un groupe produisant les marques Lesieur et Puget. Ils sont de taille à participer à la fixation des prix sur le marché, à exporter leurs produits à l'autre bout du monde, et même à acheter et exploiter des terres dans les pays les plus pauvres. Dès que l'on parle subventions, ce sont eux qui en profitent le plus, ils encaissent d'ailleurs l'essentiel des aides de la PAC.

Quant aux petits agriculteurs, l'économie de marché et la concurrence les broient, mais ils ne voient leur avenir que dans cette économie. Ils défendent d'autant plus la propriété privée et la libre entreprise qu'ils ont peur de perdre la leur.

Il en va ainsi des nombreux artisans, commerçants ou travailleurs à leur compte qui ont un pied dans le monde du travail et un autre dans celui du patronat. Ils sont pris dans mille contradic-

tions. Ils dénoncent le poids de l'État tout en lui demandant toujours plus d'aides. Ils défendent le marché et la libre entreprise, mais ils veulent aussi des revenus garantis et des marchés encadrés.

C'est pourquoi la perspective de renverser le capitalisme pour en finir avec la loi du plus fort ne peut être portée que par les exploités qui n'ont que leur force de travail pour vivre, c'est-à-dire les travailleurs salariés. Ils sont les seuls à n'avoir aucun fil à la patte : ni petit commerce, ni petite entreprise, ni terre à capitaliser.

Ils ont, eux aussi, bien des raisons de se battre et toute légitimité à le faire. Les agriculteurs peuvent affirmer avec fierté qu'ils nourrissent le pays. Mais sans les ouvriers fabriquant tracteurs et moissonneuses, sans ceux des abat-toirs, sans camionneurs et caissières, la nourriture n'arriverait pas dans nos assiettes. Les travailleurs de l'agroalimentaire, de l'énergie, de



l'automobile, de la santé... sont aussi indispensables à la société.

Eh bien, nous, travailleurs, nous devons aussi apprendre à nous organiser et lutter ! Non seulement pour défendre nos conditions d'existence, mais aussi et surtout pour offrir une autre perspective politique à la société : celle d'une organisation planifiée et rationnelle de la production agricole et industrielle pour satisfaire les besoins de tous, car les moyens de le faire existent.

Nathalie Arthaud

LACTALIS : LE BEURRE ET L'ARGENT DU BEURRE

Le siège du groupe Lactalis vient d'être perquisitionné pour soupçons de fraude fiscale massive. Le géant du lait (Lactel, beurre Président, fromages Bel, Galbani,...) aurait détourné des centaines de millions d'euros avec des montages sophistiqués à travers ses filiales belges et luxembourgeoises.

Non contents d'écraser les éleveurs, de racketter les consommateurs, les actionnaires de Lactalis fraudent aussi le fisc. À trop chauffer, le lait finit par déborder...

SIMAIR (ROCHEFORT) : LA NOUVELLE CONVENTION NE PASSE PAS !

Le 18 janvier, des travailleurs de la Simair, sous-traitant de Airbus et Dassault, ont débrayé contre la mise en place de la nouvelle convention collective de la métallurgie. Ils se sont retrouvés à plusieurs dizaines dans chaque équipe et en journée, devant la porte de l'entreprise, à faire le point sur les nouvelles qualifications, qui visent, à terme, à tirer les salaires vers le bas.

Il était surtout question des salaires actuels, mangés par l'inflation et « qui ne permettent pas de vivre, à peine de survivre », disait une ouvrière, alors que les actionnaires du groupe Bt2i, propriétaire de l'entreprise, continuent de se goinfrer.

Pour beaucoup, il ne faut pas en rester là. Ils ont bien raison, souhaitons qu'ils fassent des émules.

MACKY SALL DICTATEUR, MACRON COMPLICE !

Le gouvernement français appelle à des élections « dans les meilleurs délais possibles » au Sénégal, après la décision du président Macky Sall de repousser la tenue de l'élection présidentielle.

Cela ne fera pas oublier que l'État français a toujours soutenu ce dictateur qui fait tirer sur les manifestants et emprisonner ses opposants. Mais l'annulation des élections a provoqué la colère d'une partie de la population. La France craint donc pour ses intérêts et ceux des capitalistes hexagonaux dans cette ancienne colonie, alors que ses soldats se sont fait renvoyer d'autres pays africains l'an dernier.

L'État français défenseur de la démocratie en Afrique ? Une mauvaise blague !

FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE

À Presles (Val-d'Oise) du samedi 18 au lundi 20 mai 2024 (week-end de Pentecôte), avec de nombreux spectacles, exposés, débats, cinémas, parcours dans les arbres, ce seront trois jours de fraternité dans une ambiance chaleureuse inoubliable. Le programme précis de la fête sera mis progressivement en ligne sur le site <https://fete.lutte-ouvriere.org>

Une aire de camping est réservée aux festivaliers de la région. Achetez vite votre entrée auprès des militants, elle est actuellement en prévente au prix de 15 €. Contactez-nous aussi pour les solutions de covoiturage.

POUR NOUS CONTACTER DANS LA RÉGION

- à **La Rochelle**, ancolin@free.fr ; tél : 06 79 70 82 03 ;
- à **Rochefort**, vincentroche.uc@orange.fr ;
- à **Niort**, j.lavazec@laposte.net ; tél : 06 37 16 77 65.

Site internet : <https://www.lutte-ouvriere.org/en-regions/poitou-charentes>

POUR AIDER LUTTE OUVRIÈRE SUR VOTRE VILLE

Adressez-vous aux militants qui diffusent ce tract ou contactez-nous aux adresses ou téléphones ci-contre.